

Sébastien Lecornu s'autosatisfait de son action ministérielle

ÉCRIT PAR STANISLAS.NOYER@LCG.GP

11 juin 2021

Satisfait du nombre d'entrées en apprentissage et de celui de logements rénovés ou construits en 2020, le ministre des Outre-mer est fier d'avoir enfin su dépenser le budget voté par les députés.



Olivier Serva, député LREM de Guadeloupe et Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, à leur sortie ce 9 juin, de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Photo : LCG/Stanislas Noyer

"Il y a eu plus de logements livrés en 2020 qu'en 2019", s'est félicité le ministre des Outre-mer ce 9 juin, devant la commission des finances de l'Assemblée. Sur l'ensemble des territoires, " 11 800 logements ont été

réhabilités ou construits " en 2020 avec le soutien de l'Etat ou grâce à ses bras armés, Action logement et CDC habitat. Lesquels ont vu leurs activités respectives " multipliées par 5 et par 3 ". Simple conséquence de la territorialisation des programmes de logements outremer engagée il y a deux ans mais la preuve qu'elle fonctionne, a dit le ministre, venu détailler l'exécution du budget de son ministère l'an passé.

Côté emploi des jeunes, le ministre s'est réjoui de la " *belle hausse des entrées en contrats d'apprentissage*, passées de 6 466 en 2019 pour l'ensemble des outre-mer à 11 000 entrées en 2020 ", soit presque le double. Même chose pour les jeunes accueillis par l'armée dans le cadre du service militaire adapté (SMA): certes, leur nombre a été rogné à 4192 en 2020 pour cause de covid. Mais à l'issue du SMA, " *83% ont trouvé un emploi, durable à 59%, et dans 79% des cas, dans leur territoire* ". Concernant le taux d'insertion des jeunes, " *les chiffres étaient encourageants avant le covid* ", a-t-il rappelé. Avec 31 000 chômeurs de moins de 25 ans sur 2020, et une évolution " *en baisse de 0,9% sur trois mois début 2021* ", ils sont *moins mauvais* " en Outre-mer que ceux enregistrés sur la France entière. En raison notamment " *des confinements réalisés pas au même moment* qui ont permis, par exemple, *de sauver partiellement la saison de Noël, grâce aux responsabilités que nous avons prises collectivement* ", a dit le ministre, remerciant du regard les élus ultramarins présents.

Pour le reste, on retiendra de la litanie des chiffres déroulés, que " *pour la première fois en cinq ans, le ministère a su dépenser les crédits mis à sa disposition, malgré les circonstances difficiles dues à la crise sanitaire* ". Grâce à la levée de mystérieux " *points de blocage* , et à l'*ingénierie* ", enfin plus efficiente.

L'impact de la crise sanitaire rend cependant les contrôles difficiles: les compensations d'exonérations de charges patronales ont par exemple baissé, mais la prise en charge du chômage partiel a coûté à l'État 560 millions d'euros en 2020, dont 155 millions d'euros pour la Guadeloupe, Saint Martin et Saint Barth' (contre 210 millions à la Réunion et 116 à la Martinique). Au total, le plan d'urgence de l'État a mobilisé 5,7 milliards d'euros en faveur des entreprises des Outre-mer, dont 3,4 milliards d'euros de prêts garantis par l'État (PGE), 850 millions d'euros versés par

le Fond de solidarité et 767 millions de reports de charges, en plus des 560 millions d'euros précédés.

Dans un petit jeu bien rodé entre membres de la majorité présidentielle, le ministre a aussi satisfait le député LREM Olivier Serva, rapporteur de la commission pour ce budget des Outre-mer: le décret et l'arrêté qui manquent pour que s'applique l'aide à la continuité funéraire élargie par le budget 2020 "*en faveur des frères et sœurs d'un défunt ou pour rendre visite à un proche en fin de vie sera adoptée d'ici la fin juin*", lui a-t-il promis.

"Sur l'eau, je continue! Tant qu'il n'y a pas d'eau au robinet, je serai intraitable!", a ensuite confié Sébastien Lecornu au *Courrier de Guadeloupe*, à sa sortie au côté d'Olivier Serva. Lequel s'est ensuite pressé de rejoindre son bureau pour participer en visioconférence à la commission d'enquête sur la mainmise sur l'eau par les intérêts privés dont il est le rapporteur aux côtés de la présidente de La France insoumise, Mathilde Panot. Présente en Guadeloupe pour une dizaine de jours, elle devait auditionner un instant plus tard Ferdy Louisy, président du Siaeag, Cédric Cornet, président de la communauté d'agglomération la Riviera du levant et Harry Placide, directeur de la régie Eau Caraïbes. Mais elle aura attendu le retour d'Olivier Serva à Pointe-à-Pitre pour passer sur le grill, ce 11 juin, les patrons des entreprises délégataires du service public de l'eau en Guadeloupe, mais aussi les dirigeants et anciens dirigeants de la Générale des eaux Guadeloupe.